



La tendance à la guerre de l'Occident et le radicalisme islamique

Auteur: **Table des matières:** [Études marxistes no. 110 \(fr/content/%C3%A9tudes-marxistes-no-110\)](#)

Domenico Moro

« [...] Je pense que les efforts déployés pour renverser le régime d'Assad ont apporté de l'argent dans de nombreuses directions. [...] C'est la raison pour laquelle il faut impliquer le Qatar, l'Arabie saoudite et d'autres dans le combat contre les franges extrémistes sunnites. »

Daniel Benjamin, ex-chef de la section antiterrorisme du Département d'État des États-Unis¹⁴³ ([#sdfootnote143sym](#)).

« La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'*opium* du peuple.

Le *véritable* bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur *illusoire* du peuple. »

Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*.

Les conséquences désastreuses de la destruction des États arabes laïques¹⁴² ([#sdfootnote142sym](#))

L'ennemi est à nos portes, ou plutôt il a déjà passé la porte. C'est ce que nous disent les gouvernements et les *mass medias* européens. La pensée unique après les attentats contre *Charlie Hebdo*, c'est que l'Occident, avec ses valeurs de liberté d'opinion et d'expression, a gravement été touché par le bestial extrémisme islamique. Il faut donc se préparer à une guerre interne et externe. Ce qui est sûr c'est que nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la « guerre contre la terreur » lancée par Bush après les attentats du 11 septembre 2001 et toujours en cours. Ce n'est pas un hasard si, lorsqu'on fait référence aux attentats de Paris, on parle de 11 septembre européen et si Matteo Renzi en a profité pour déclarer que l'Italie était disposée à intervenir militairement en Libye, y compris sous le couvert de l'ONU, à un peu plus de cent ans de l'invasion coloniale de 1911.

Dans ce cas-ci aussi, comme c'est le cas pour toute guerre, quelle que soit sa nature, la première victime est toujours la vérité. C'est pourquoi il est fondamental de soulever le voile de l'hypocrisie qui règne en maître et affronter la réalité des faits. Cet objectif est compliqué par l'évolution du contexte historique caractérisé par des phénomènes dont le rôle était autrefois moins important et surtout régional, notamment celui du radicalisme musulman. Sur ce point tout comme sur l'actualisation de la catégorie d'impérialisme et sur le rôle de l'immigration extra-européenne en Union européenne, la gauche accuse un sérieux retard en matière d'analyse et sa position tant politique qu'idéologique reste incertaine.

Le premier point à soulever c'est que la propagation de l'extrémisme islamique est étroitement liée au processus de déstabilisation de l'axe Moyen-Orient-Afrique du Nord, systématiquement mis en avant par les puissances impérialistes occidentales, en particulier les États-Unis et la France. Le soutien occidental au radicalisme islamique et notamment au mouvement djihadiste, qui a revendiqué les attentats de Paris et auquel ont déclaré appartenir les frères Kouachi et Coulibaly, a été un élément décisif dans cette stratégie, qui nous touche aussi de près, nous, Italiens. En effet, dans les années 80, les services secrets italiens ont favorisé et soutenu l'extrémisme islamique en Afrique du Nord contre les régimes laïques que l'on voulait renverser et redimensionner. En juillet 2007, l'influente revue *Limes* publiait le témoignage de Nino Arconte, dans lequel l'ex-agent du Sismi révélait que les renseignements militaires italiens avaient construit vingt camps d'entraînement pour les militants islamiques soutenant ainsi les révoltes qui, en 1987, ont conduit à l'expulsion de Bourguiba, à l'époque président laïque de la Tunisie¹⁴⁴ ([#sdfootnote144sym](#)). Les islamistes, d'abord abandonnés par les Italiens, ensuite persécutés par le nouveau gouvernement tunisien de Ben Ali, se sont réfugiés en Algérie où ils ont alimenté la longue et sanglante guerre civile des années 90 entre islamistes et forces armées.

Si aujourd'hui, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, on a de vastes territoires en proie à l'anarchie ou aux mains des organisations terroristes et des milices djihadistes, comme le fameux État islamique, c'est parce que les anciens États laïques qui les combattaient et les freinaient ont été systématiquement détruits. Cette destruction s'est faite soit directement par les forces armées occidentales, comme ce fut le cas avec l'invasion de l'Irak, soit indirectement par les milices locales soutenues politiquement et militairement par l'Occident et les pétromonarchies arabes alliées de l'Occident, comme ce fut le cas en Libye et en Syrie. En Libye surtout, les bombardements aériens perpétrés par l'Europe et les États-Unis ont coûté la vie à d'innombrables civils et ont permis aux insurgés de remporter la victoire sur Kadhafi, une victoire qui aurait été impossible autrement. Pendant que les médias occidentaux exaltaient les « printemps arabes », les présentant comme des manifestations de lutte pour la liberté des peuples contre les dictateurs sanguinaires, des milliers de djihadistes, venus des quatre coins du monde islamique, pénétraient en Libye et en Syrie, toutes deux aujourd'hui réduites à la servitude aux mains des seigneurs de la guerre, telles deux Afghanistan à nos portes. Daniel Benjamin lui-même, ancien chef de la section antiterrorisme du Département d'État sous Hillary Clinton, reconnaît explicitement que les pétromonarchies d'Arabie saoudite, du Qatar et du Koweït, alliés historiques de l'Europe occidentale et des États-Unis, qui y possèdent diverses bases militaires, ont financé les différentes milices qui ont défenestré Kadhafi et pratiquement évincé Assad¹⁴⁵ ([#sdfootnote145sym](#)).

La responsabilité de la France dans la création de cette situation est particulièrement grande. En effet ce sont précisément la France et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne qui ont appuyé de façon décisive l'intervention militaire occidentale tant directement que sous forme de soutien aux « insurgés » en Libye et en Syrie, les États-Unis et l'Italie s'étant montrés plus hésitants, en particulier concernant l'intervention en Libye. Les services secrets français, pourtant reconnus pour leur efficacité, ont été

accusés d'incompétence partout dans le monde après les récentes attaques de Paris. Le journal télévisé de la Rai (qui n'a rien d'un blog de conspiration) s'est demandé comment il était possible que les frères Kouachi aient pu aller et venir sans encombre entre la France, la Syrie et le Yémen, où ils allaient s'entraîner. Peut-être ne s'agit-il pas seulement d'incompétence ? Peut-être y a-t-il un lien avec le fait que, du moins jusqu'à un certain moment, il était préférable pour les Français de ne pas se montrer trop rigoureux dans le contrôle des flux de combattants qui quittaient l'Europe pour aller combattre Assad en Syrie. Un flux qui a cheminé par cette zone frontalière avec la Syrie et contrôlée par la Turquie, membre de l'Otan et qui, selon Alberto Negri du quotidien *// Sale24ore*, a toujours soutenu contre Assad non seulement l'ASL (l'Armée syrienne libre), mais aussi le groupe djihadiste Jabhat Al Nosra, affilié à Al-Qaïda en Syrie¹⁴⁶ (#sdfnote146sym). De plus, Al Nosra bénéficie du soutien du Qatar et du Koweït, tandis que l'Arabie saoudite soutient le Front islamique, lui aussi djihadiste avec pour objectif la construction d'un émirat islamique en Syrie.

La facilitation de l'afflux de combattants islamiques en Syrie s'inscrit logiquement dans la stratégie occidentale dont s'inspire, du moins jusqu'à présent, l'administration Obama : éviter les interventions directes avec des troupes au sol et préférer le recours aux forces aériennes et milices locales. Cette solution est moins coûteuse sur le plan économique, moins compromettante sur le plan politique international, et moins problématique grâce au maintien du consensus interne. Et comme l'ont souligné de nombreuses œuvres cinématographiques (la dernière en date étant le récent long métrage, pour le moins ambigu, de Clint Eastwood), il y a toujours le risque que les jeunes soldats américains apprennent à leurs dépens qu'aucun des « libérés » ne les considère comme des libérateurs. Quoi qu'il en soit, l'utilisation des troupes locales n'est pas neuve. À l'époque du colonialisme, l'Angleterre se servait de troupes indiennes pour mener ses guerres et l'Italie se servait de *dubats* et d'*askaris*¹⁴⁷ (#sdfnote147sym). Aujourd'hui encore, au lendemain des attentats de Paris, Benjamin confirme qu'il faut repousser la tentation d'envoyer des troupes occidentales sur le terrain. Mais le problème c'est qu'il semblerait moins évident de contrôler et diriger comme on veut les nouveaux *askaris*, car bien souvent ils se retournent contre ceux-là mêmes qui prétendaient les manœuvrer.

L'ennemi intérieur, le développement du radicalisme islamique en Europe

Mais qui sont ces nouveaux *askaris* ? Selon les médias, parmi les combattants ils seraient des milliers à provenir d'Europe, y compris des indigènes « blancs » conquis par le radicalisme islamique. Nous sommes ainsi confrontés à une nouvelle question, à savoir pourquoi le front de guerre externe, que l'Occident, comme nous l'avons vu, a largement contribué à ouvrir, se trouve reflété dans un front de guerre interne. Dans ce cas-ci également, déterminer les limites du conflit, les responsabilités et savoir qui a commencé n'est pas toujours aussi simple qu'il y paraît. En cette ère de l'information jetable, on oublie facilement ce qui dérange. C'est ainsi qu'on oublie que l'attentat terroriste le plus grave commis ces dernières années en territoire européen occidental est celui perpétré par le norvégien Anders Breivik, qui, en 2011, a massacré 77 jeunes et adolescents du parti social-démocrate norvégien pour « protester contre la déconstruction de la culture norvégienne par l'immigration massive des islamistes ».

Plus récemment, l'aversion à l'égard de l'islam en tant que religion s'est affirmée dans toute l'Europe, non seulement par le biais de votes massifs au profit de partis xénophobes, mais aussi en alimentant des actions violentes et terroristes, comme en Suède où, entre Noël et Nouvel An, on a enregistré des attaques répétées à coup de cocktails Molotov contre plusieurs mosquées. La montée du sentiment anti-islamique se reflète dans la propagation en Allemagne du mouvement Pegida qui, même s'il le fait d'une manière plus présentable que l'extrême droite nazie, diffuse le même concept de défense de l'identité nationale européenne contre l'islam. Parallèlement à ces manifestations d'une partie de la population européenne, appartenant principalement aux classes subalternes, les nouvelles générations d'enfants d'immigrés extra-européens redécouvrent en masse la religion islamique. Cette redécouverte de l'islam en tant que doctrine religieuse s'accompagne de leur adhésion aux différentes formes de l'islam politique.

Quelles sont les bases matérielles et sociales de l'affirmation de ces manifestations idéologiques¹⁴⁸ (#sdfnote148sym) de type religieux et politique ? Pourquoi l'intégration interethnique et interreligieuse semble-t-elle avoir échoué en Europe et en particulier en France ? Le point de départ est la création en Europe d'un nouveau « peuple de l'abîme », représenté par des millions de personnes appartenant aux strates inférieures du travail salarié et du sous-prolétariat. Grand nombre d'entre eux sont des citoyens européens, enfants ou petits-enfants d'immigrés arabes ou extra-européens. Il s'agit de ce que l'on pourrait appeler un « tiers monde » domestique, une sorte de « colonie interne » qui a été alimentée durant des décennies par le capital et qui l'est toujours actuellement.

L'objectif était et est toujours de constituer, face à la diminution du taux de natalité de la population européenne, une main-d'œuvre suffisante ainsi qu'une « armée industrielle de réserve » permettant de maintenir les salaires à un bas niveau. La France, après des décennies de déclin démographique, présente aujourd'hui le taux de fertilité le plus élevé du continent¹⁴⁹ (#sdfnote149sym) grâce aux immigrés et à un système de protection sociale généreux pour les familles. Mais, la crise du capital et les « réformes de structure », nécessitées par les politiques d'austérité de l'Europe, entraînent un nivellement des salaires, limitant l'État providence et surtout la possibilité d'avoir un emploi décent. En conclusion, ce que l'on produit c'est un excédent de population, une surpopulation non pas en termes absolus, mais par rapport à la capacité d'intégrer cette dernière dans la société actuelle de la seule manière possible, à savoir en l'employant comme marchandise force de travail dans le processus d'accumulation du capital.

Cette surpopulation relative touche de nombreux Européens, non seulement les immigrés ou fils d'immigrés de deuxième et troisième génération, mais aussi de nombreux « indigènes », qui passent à la « réserve » de l'armée du travail de manière définitive. Cette situation engendre une certaine tension sociale qui d'une manière ou d'une autre doit trouver une issue et, ne la trouvant pas dans une lutte commune « supra-ethnique » contre la véritable cause du problème (le mode de production capitaliste), se manifeste dans une lutte entre pauvres (ou entre celui qui est pauvre et celui qui craint de le devenir) pour la répartition de ressources toujours plus réduites, lutte qui prend des connotations ethniques, ou revêt un aspect religieux et de confrontation culturelle entre civilisations.

Marx, en tant que matérialiste et politicien révolutionnaire, était critique vis-à-vis de la religion qu'il voyait comme « l'expression de la misère matérielle et la protestation contre cette misère matérielle¹⁵⁰ (#sdfnote150sym) ». Ainsi, lorsqu'il dit de la religion qu'elle est « l'opium du peuple », il y a dans son affirmation davantage de richesse et de nuance que ne le laisse entendre une certaine vulgate. Marx disait que la religion est l'opium du peuple en ce sens que tout comme l'opium que l'on employait pour soigner les blessés durant la guerre, la religion a pour fonction d'alléger les souffrances d'une humanité opprimée et humiliée¹⁵¹ (#sdfnote151sym). D'ailleurs, christianisme et islamisme étaient à leur début les religions

des pauvres et des esclaves. Dans le Coran, tout comme dans les Évangiles, on retrouve des paroles plutôt acerbes à l'égard des riches, tandis que l'Apocalypse est un véritable acte d'accusation contre l'impérialisme romain.

Ces références à Marx et à l'histoire des religions ne se veulent pas seulement philosophiques, elles sont motivées par la nécessité politique de comprendre la nature ambivalente de la religion de manière à mieux combattre sa fonction d'outil de domination utilisé par les classes dominantes. Aujourd'hui encore, pour nombre d'Européens (de souche et immigrés), la religion (islamique et chrétienne) est l'unique manière qu'ils ont de s'exprimer dans un contexte d'identité brisée par une modernité toujours plus aliénante. Il importe toutefois de faire la distinction entre radicalisme islamique et islam. L'islam est une doctrine religieuse qui, comme le christianisme, n'implique pas en soi l'adhésion à une orientation politique déterminée et encore moins au djihad et aux actions violentes. En effet, des millions de croyants musulmans, tout comme des millions de chrétiens, ont soutenu des partis d'orientations politiques et idéologiques diverses.

Par ailleurs, l'islam présente d'importantes variétés sur le plan doctrinal, on y trouve par exemple d'importants courants quietistes, voire mystiques, comme le soufisme, qui refusent tout recours à la force. Nous, Européens, avons du mal à comprendre l'islam, parce que nous sommes conditionnés par le christianisme qui possède un clergé, une organisation structurée et une pensée religieuse systématisée, surtout pour ce qui est de l'Église catholique. Dans l'islam, il n'y a pas d'Églises ni de véritable clergé, seule la minorité chiite possède quelque chose qui s'en approche. Il importe par ailleurs de faire la distinction entre islam et radicalisme islamique qui n'est pas une doctrine religieuse, mais une orientation politique et idéologique, qui se définit islamique parce que selon une interprétation propre et subjective elle justifie et associe sa ligne politique à la doctrine religieuse, et en particulier à l'application de la loi coranique qui, comme c'est le cas pour toute loi, est surtout une question d'interprétation. Ainsi, le radicalisme islamique n'est pas non plus totalement unitaire et ne peut être associé au djihadisme. Il présente des différences internes significatives entre courants qui adoptent des positions politiques et des méthodes de lutte parfois carrément opposées.

Quoi qu'il en soit, pour ces enfants d'immigrés qui aujourd'hui se tournent vers le radicalisme politique islamique, l'islam incarne l'arme de libération et de vengeance contre une Europe, et par extension contre un Occident, qui, après avoir accueilli leurs pères, rejette aujourd'hui les fils dont elle a nourri les attentes. Dans ce cas-ci aussi, on a l'impression d'assister à un *déjà vu*. Un même mouvement, une même volonté de retrouver ses propres racines et sa propre identité face à la discrimination raciale et la discrimination de classe ont conduit des milliers de noirs américains à se convertir à l'islam dans les années 50 et 60. À cette époque aussi, comme c'est le cas aujourd'hui en France, il s'agissait de jeunes prolétaires ou sous-prolétaires en marge de la société, généralement de petits délinquants, entrés en contact avec la religion islamique en prison également. Le cas de Malcolm Little, mieux connu sous le nom de Malcolm X, en est un parfait exemple.

À l'époque, toutefois, le développement d'une conscience noire, en tant qu'appartenance à une « colonie interne », n'a ni conduit à l'hégémonie du radicalisme islamique ni débouché sur le djihad, au contraire elle a mené les noirs vers la politique et la lutte contre le pouvoir capitaliste et impérialiste des États-Unis¹⁵² ([#sdfnote152sym](#)). Une issue bien évidemment encouragée par l'existence d'un contexte politico-idéologique et de rapports de force internationaux totalement différents de ceux d'aujourd'hui, et par une structure capitaliste avancée et différente de celle du Moyen-Orient actuel, moins développée.

Convergence politique entre impérialisme occidental et djihadisme

Pour de nombreux jeunes européens d'origine arabe et africaine, le radicalisme islamique n'est pas nécessairement ou seulement source d'une vision religieuse de la réalité, mais c'est aussi un modèle politique, social et idéologique alternatif au modèle dans lequel ils vivent. Et si un tel modèle émerge, c'est en grande partie parce qu'il se révèle gagnant. Autrement dit, le radicalisme islamique ressort aujourd'hui gagnant dans les pays arabes et africains en particulier vis-à-vis du sécularisme occidental. Pourtant, cela n'a pas toujours été le cas. Longtemps, entre les années 40 et 70, on a eu au Moyen-Orient et en Afrique du Nord des mouvements et des partis laïques, nationalistes ou de gauche, voire d'orientation marxiste, avec notamment le nassérisme en Égypte et le parti Baas en Syrie et en Irak, à la tête des luttes des peuples arabes pour l'indépendance et la construction d'une société émancipée des anciennes puissances coloniales.

C'est cette orientation qui a conduit ces pays à abandonner les États-Unis et à se rapprocher de l'URSS et de son modèle social. Les choses ont surtout commencé à changer à partir de la révolution iranienne de 1979, au moment où le radicalisme islamique a commencé à s'affirmer en éliminant progressivement la concurrence des partis laïques et en imposant en l'espace de trois décennies son hégémonie dans toute la région. Le déclin des gauches laïques arabes est le résultat de l'interaction de plusieurs facteurs. Tout d'abord, un affaiblissement de la gauche et du socialisme au niveau mondial et, en conséquence, une perte de prestige auprès des masses les plus pauvres et des intellectuels dans le monde et en particulier, dans les pays arabes.

En second lieu, l'instrumentalisation du radicalisme islamique contre ces gauches laïques par l'impérialisme occidental et par les pétromonarchies arabes. À cela s'ajoutent les fonds substantiels versés par les pétromonarchies qui ont permis à de nombreux mouvements et partis islamiques de mettre sur pied un système de sécurité sociale privée qui, à son tour, leur a permis de s'enraciner dans des réalités sociales appauvries et privées ou quasiment privées de services publics. Enfin, une perte de crédibilité progressive due aux nombreuses défaites enregistrées tant dans la construction d'une société moderne que dans la lutte contre l'impérialisme occidental et contre Israël, avec lesquels certains laïques et gouvernements postcoloniaux ont souvent été de connivence.

Ces causes, toutes plus ou moins superstructurelles, s'appuient sur des causes plus structurelles, économiques et sociodémographiques qui, bien qu'elles soient fondamentales, ne pourront être abordées ici que brièvement. Nous nous limiterons à constater que la mondialisation, par le biais d'une plus grande intégration des économies périphériques aux économies centrales, a engendré des facteurs à l'origine de fortes tensions dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, avec pour conséquence une déstabilisation de la structure sociale et des institutions politiques¹⁵³ ([#sdfnote153sym](#)). Parmi ces facteurs on retrouve la dynamique des finances qui à plusieurs reprises a entraîné une hausse des prix des matières premières alimentaires et rendu fragile le développement des pays de cette région, dépendante de l'Europe et des États-Unis.

La crise agricole locale a joué un rôle décisif. Le secteur agricole a en effet été durement pénalisé par un type de développement axé sur l'exportation, ce qui a aggravé le manque d'eau caractéristique de ces régions. Parallèlement, la croissance exponentielle de la population qui a atteint des taux allant de 3 à

5 % et la forte migration des populations rurales vers les métropoles toujours plus grandes et de plus en plus invivables ont eu des effets dramatiques. L'Égypte, par exemple, est passée de 64 millions d'habitants en 2000 à 85,7 millions en 2014¹⁵⁴ ([#sdfnote154sym](#)). La structure démographique voit la prévalence des classes d'âge plus jeune, qui ne trouvent pas de réponse à leur demande croissante de travail et de participation politique¹⁵⁵ ([#sdfnote155sym](#)).

Face à la décadence des idéologies provenant de l'Occident, la protestation contre la réalité vécue tend à employer les instruments idéologiques disponibles plus « spontanément », à savoir ceux ancrés dans la tradition historique. Par ailleurs, en l'absence d'offre politique alternative, le radicalisme islamique pousse sur l'humus des tensions sociales et politiques des masses subalternes de la région, en particulier les plus jeunes et par conséquent plus enclins à bouger.

Les vicissitudes du peuple palestinien illustrent parfaitement ce qui vient d'être dit. À savoir, le déclin progressif du Fatah, des organisations de gauche et organisations marxistes ainsi que l'affirmation de divers courants de l'islamisme radical, avec l'appui d'Israël, conformément au principe fondamental de l'impérialisme classique, *diviser pour régner*. L'impérialisme occidental a toujours cherché à mettre en pratique ce principe au Moyen-Orient, où les États apparus durant la période postcoloniale, du Liban à la Syrie en passant par l'Irak, forment un absurde patchwork d'ethnies et groupes religieux, résultant des accords secrets conclus en 1916 entre la France et la Grande-Bretagne en vue du partage de ces régions. Plus récemment, et notamment depuis la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988) les États-Unis n'ont cessé d'attiser les tensions entre laïques et religieux, entre Arabes et Perses, entre sunnites et chiites, et ont poussé l'Irak arabe du laïque Saddam Hussein à attaquer l'Iran perse et islamo-chiite. Plus tard, après l'élimination définitive de Saddam Hussein et de l'État irakien par les États-Unis avec l'invasion de 2003, on a alimenté en Irak le conflit entre sunnites et chiites avec la dissolution de l'armée irakienne, l'unique organisation véritablement nationale, et en favorisant les chiites au détriment des sunnites.

La conséquence c'est qu'aujourd'hui toute la région du Moyen-Orient est une poudrière fragmentée en groupes religieux et ethniques différents, en conflit les uns avec les autres. Or, du point de vue de notre analyse, le principal aspect à retenir c'est qu'avec le temps s'est constituée une sorte d'alliance, visiblement contre nature, entre certains courants du radicalisme islamique, notamment le djihadisme, et l'impérialisme occidental. Une alliance qui n'est pas tout à fait neuve, puisque le 14 février 1945, en marge des accords de Yalta qui avaient pour but de redéfinir l'ordre mondial en prévision de l'imminente défaite de l'Allemagne et du Japon, une rencontre historique a eu lieu entre le président Roosevelt et le monarque Ibn Saoud. À cette occasion, l'Arabie saoudite fut intégrée au nouvel ordre mondial en tant que fournisseur de pétrole et allié stratégique de l'impérialisme occidental sous la direction des États-Unis. L'alliance entre les défenseurs occidentaux des droits de l'homme et des libertés individuelles et les Saoud se poursuit depuis, même si l'Arabie saoudite, conformément à son interprétation wahhabite de l'Islam, ne semble pas faire grand cas des libertés et des droits, à commencer par l'égalité entre hommes et femmes. Il est par ailleurs intéressant de rappeler que l'Arabie saoudite a joué un rôle important dans la lutte contre l'URSS et que de nombreux combattants saoudiens qui plus tard formeront des groupes djihadistes, dont Oussama Ben Laden, ont vécu leurs premières expériences belliqueuses en Afghanistan contre l'Armée rouge.

L'histoire récente montre que la convergence entre l'impérialisme occidental et d'importants secteurs du radicalisme islamique djihadiste s'est produite précisément avec le partage d'un même objectif stratégique, à savoir la désintégration des États laïques et la dissolution du nationalisme arabe et panarabe. Pour l'impérialisme occidental, il s'agissait d'éliminer les formations étatiques (Irak, Syrie, Libye) qui constituaient un obstacle à ses projets de domination et de contrôle de la région méditerranéenne et du Moyen-Orient, fondamentale sur le plan géostratégique et surtout énergétique. Pour le radicalisme islamique, il s'agissait d'éliminer ces États-nations arabes qu'il considère comme le produit d'une sécularisation externe qui ne reconnaît pas le principe de la souveraineté divine. À la base de la réflexion des idéologues radicaux du début du 20^e siècle, parmi lesquels on retrouve l'Égyptien Qutb, qui deviendra une des figures les plus influentes des Frères musulmans, et le Pakistanais Mawdudi, on a la *jahiliyya*, l'idée selon laquelle les sociétés islamiques sont retombées à un niveau d'ignorance comparable à celui précédant la venue du Prophète à cause de l'adoption des modèles occidentaux, dont découle l'échec des sociétés et des États arabes nés après la décolonisation. Il est manifeste qu'en ce qui concerne les aspects antimodernes et anti-occidentaux, le rapport entre certains courants du radicalisme arabe, comme le djihadisme par exemple, et l'impérialisme occidental apparaît contradictoire, conflictuel et temporaire, souvent limité à la lutte contre l'ennemi commun du moment, que ce soit Assad ou Kadhafi.

Le radicalisme islamique en tant que phénomène non homogène d'un point de vue idéologique et social

Quoi qu'il en soit, lorsqu'on parle de radicalisme islamique il faut savoir qu'on inclut dans un seul et même phénomène diverses orientations qui se différencient non seulement sur le plan doctrinal, mais aussi sur le plan social ainsi que sur le plan des références de classe. Pour plus de facilité, on pourrait distinguer les différentes orientations sur la base de deux différences majeures. La première sépare les néotraditionalistes et les radicaux et concerne surtout les méthodes de lutte. Les néotraditionalistes veulent conquérir la société et l'islamiser par « le bas », à partir du social, au travers de la prédication, des activités de bienfaisance et de charité, qui se sont énormément développées grâce aux dons des pétromonarchies arabes. Mais lorsque les néotraditionalistes ont pris la forme d'un parti, ils se sont trouvés coincés entre les critiques des radicaux les accusant de collaboration avec les gouvernements « impies » et la répression des forces armées de l'État, qui n'ont pratiquement jamais reconnu leur victoire électorale, comme cela s'est produit avec le FIS en Algérie dans les années 90 et en 2013 avec les Frères musulmans en Égypte, où le président élu Morsi a été destitué par un coup d'État militaire.

Les radicaux, au contraire, pensent qu'il est possible d'islamiser la société uniquement par « le haut », par la conquête de l'État, qui doit être rapide et violente. Ce qui a toujours été caractéristique de ce courant c'est l'absence de lien avec un vrai mouvement de masse et l'autonomie à l'égard des préceptes religieux traditionnels des *ulémas*. L'aliénation progressive du contexte social a incité ces groupes, dont Al-Qaïda, à recourir à des actions violentes individuelles et spectaculaires, dans le but d'endosser grâce aux médias le rôle de champion de la cause arabe. En effet, pour ces groupes, le principal devoir de chaque musulman est le djihad, au sens de guerre permanente contre les infidèles et prétendus apostats¹⁵⁶ ([#sdfnote156sym](#)).

La seconde sépare deux modèles correspondant aux deux plus grands États islamiques du Moyen-Orient, à savoir l'Arabie saoudite et l'Iran. L'Arabie saoudite, qui assume un rôle plus hégémonique grâce à la victoire arabe lors de la guerre contre Israël en 1973, représente dans l'islamisme le pôle conservateur. La conception saoudite de l'islam est fondée sur l'autorité des *ulémas* de confession wahhabite, c'est-à-dire le retour à un islam primitif et l'application rigoureuse des règles de la législation islamique, la charia.

L'objectif de l'Arabie saoudite est de « wahhabiser » le monde islamique, en s'appuyant sur ses énormes richesses. La réactionnaire Arabie saoudite, principal producteur et détenteur mondial de réserves de pétrole, est sur le plan économique et politique liée aux États-Unis et à l'Europe occidentale. Les énormes liquidités en dollars de l'Arabie saoudite et des autres monarchies arabes, générées par l'immense surplus commercial accumulé grâce aux revenus pétroliers, ont afflué dans les principaux centres financiers d'Occident, tel que Londres, où elles ont contribué à déterminer la création du marché financier mondial à partir des années 70.

Les dettes publiques américaines et occidentales sont financées par les pétromonarchies arabes qui participent à de nombreuses entreprises transnationales occidentales, généralement par le biais de leurs fonds souverains respectifs. La classe dominante des pétromonarchies est une classe de rentiers parasitaires de type féodal qui se sont associés à la classe capitaliste transnationale du centre du système capitaliste. En même temps, l'Arabie saoudite a toujours été liée sur le plan idéologique et pratique à l'extrémisme fondamentaliste sunnite et en particulier au djihadisme, même si cela n'a pas toujours été sans frictions ni contradictions. Comme ce fut le cas durant la première guerre du Golfe en 1990, où de nombreux djihadistes se sont éloignés de leurs sponsors saoudiens parce que ces derniers avaient autorisé la présence d'une armée infidèle, à savoir les soldats américains, sur le territoire où se trouvent les lieux saints de la Mecque et de Médine.

À partir de la fin des années 70, l'Arabie saoudite va engager, pour imposer sa suprématie sur l'islamisme, une lutte féroce contre l'Iran, dont la révolution islamique de 1979 a eu un effet perturbateur au Moyen-Orient. En effet, la révolution iranienne, dont les masses pauvres d'Iran constituent la base sociale, est probablement la dernière révolution anti-impérialiste réussie du cycle historique de la décolonisation. Parallèlement, elle a joué un rôle de précurseur en substituant l'islamisme au nationalisme laïque ou socialiste en tant qu'instrument idéologique et politique de la lutte contre l'impérialisme occidental. À vrai dire, au début, la révolution avait également une forte composante laïque et de gauche. Toutefois, durant la guerre contre l'Irak, l'aile plus jeune et politisée du clergé chiite, sous la conduite de l'Imam Khomeiny et les *pasdarans*, une force militaire d'élite d'inspiration religieuse mais de composition laïque, vont imposer leur totale hégémonie. Dans tous les cas, l'islamisme de souche khomeyniste s'impose dès le début non seulement aux classes dirigeantes laïques qui se sont compromises par leurs relations avec l'impérialisme, mais aussi aux classes musulmanes conservatrices des pays arabes (à commencer par les Saoudiens), les accusant de dissimuler derrière le rigorisme religieux leur soutien à l'Occident. La révolution iranienne fut donc immédiatement contestée par l'Arabie saoudite et par l'impérialisme occidental qui montèrent l'Irak de Saddam Hussein contre l'Iran. L'Arabie saoudite, qui relève de l'islamisme sunnite, avait tous les atouts en main pour contrecarrer les objectifs des Iraniens chiites qui espéraient exporter leur révolution ; le chiisme en effet est minoritaire dans le monde musulman et considéré comme une aberration par de nombreux sunnites. Toutefois, les Iraniens ont réussi à percer là où la présence chiite est plus importante et notamment à islamiser deux conflits majeurs qui jusque-là avaient incarné la cause nationaliste arabe, à savoir le conflit palestinien et le conflit libanais, comme le prouve le lien existant entre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran.

L'Iran islamique n'a été en rien un État progressiste et se caractérise par sa violente et sanglante élimination des formations laïques et de gauche, et en particulier du parti communiste, aujourd'hui encore illégal. De plus, alors que l'élan révolutionnaire s'effrite avec le temps, une bourgeoisie nationale fait son apparition, en partie représentée par le complexe réseau d'industries et d'infrastructures créé par les *pasdarans*, et préserve la paix sociale en octroyant des services d'aide sociale aux classes subalternes grâce aux revenus pétroliers. Au-delà des orientations religieuses, les intérêts étatiques et économiques de l'Iran, qui est aussi une puissance pétrolière, s'opposent à ceux de l'Arabie saoudite, ce qui va entraîner une lutte pour l'hégémonie régionale. Les conflits sectaires entre chiites et sunnites au Moyen-Orient sont alimentés par ces intérêts étatiques et économiques. Le cas le plus récent est celui du Yémen où des milices chiites mettent sérieusement à mal le président soutenu par les États-Unis et l'Arabie saoudite, qui à plusieurs reprises est intervenue militairement dans ce pays.

Étant donné l'importance de l'islamisme pour la compréhension de la situation de troubles généralisés au Moyen-Orient, il importe de tenir compte d'une différence importante entre les racines théoriques du chiisme, décliné en variante khomeyniste, et celles du sunnisme radical. Pour les sunnites radicaux, les oppresseurs sont toujours des non-musulmans et les opprimés sont toujours des musulmans. Selon cette vision, la patrie ou règne de l'Islam s'oppose à la patrie ou règne de la guerre, représenté par les pays non islamiques. Au contraire, pour l'idéologie khomeyniste, il n'y a pas de nette identification des oppresseurs aux non-musulmans et des opprimés aux musulmans. Le khomeynisme constitue également une rupture avec la tradition quietiste chiite, en faveur d'un islam marqué par une vision militante et par la « justice sociale ». Aujourd'hui, l'Iran est une république où sont présentes des tendances politiques et idéologiques différentes et où le pouvoir est structuré et divisé d'une manière inconcevable pour les monarchies absolutistes de la région, et en particulier l'Arabie saoudite. De plus, le pays entretient des rapports économiques et politiques avec la Russie et la Chine, et sa position géostratégique n'est certainement pas favorable à l'impérialisme occidental, pour qui l'Iran constitue une sorte d'épine dans le pied dans cette zone stratégique du golfe Persique, la plus importante au niveau mondial pour les ressources énergétiques. Toutefois, l'administration Obama, par rapport à celle de Bush, semblerait ces derniers temps vouloir adopter une attitude de plus grande ouverture à l'égard de l'Iran, la raison étant probablement le fait qu'elle a parfaitement conscience des difficultés à contrôler les événements de la région sans impliquer la puissance régionale iranienne.

Le parti chiite libanais Hezbollah¹⁵⁷ ([#sdfnote157sym](#)) est un autre exemple de l'importance des divergences politiques au sein du radicalisme. Ce parti, favorisé par l'Iran, se greffe au courant chiite révolutionnaire. Le Hezbollah évolué jusqu'à devenir non sectaire et toujours plus national, donnant la priorité à la lutte pour la défense du Liban contre l'impérialisme américain et contre les agressions israéliennes, comme ce fut le cas en 2006. L'objectif poursuivi par le Hezbollah est la reconstruction de la société et d'un État national libanais basé sur une collaboration entre les différentes composantes confessionnelles. À ce propos, la position prise en 1983 par Ibrahim al-Amin, porte-parole du parti, est très significative : « Nous rejetons toute discrimination entre musulmans et chrétiens dans notre refus de l'oppression¹⁵⁸ ([#sdfnote158sym](#)). » En effet, le Hezbollah a collaboré avec le Parti communiste et avec les chrétiens du général Aoun, et dans un document de 2009, il présente le Liban comme un « modèle de cohabitation entre adeptes de religions monothéistes ». À cette conception s'ajoute une position tout aussi ouverte sur le plan international, basée sur la collaboration avec les forces politiques laïques des pays arabes et avec les États non arabes au niveau international, position qui a conduit le Hezbollah à soutenir le Venezuela et Cuba contre les États-Unis. La vision nationale, la radicalisation de masse et la lutte populaire qui caractérisent le Hezbollah, en le rapprochant des mouvements de libération nationale des années 50 et 60, sont très différentes de l'universalisme et des méthodes de lutte basées sur l'action spectaculaire et individuelle, propres aux groupes djihadistes.

Tout ce qui précède, même s'il ne s'agit en aucun cas d'un tableau complet du phénomène complexe que représente le radicalisme islamique, peut suffire à mon sens à donner une idée de l'hétérogénéité des orientations politiques et idéologiques du radicalisme islamique par rapport à l'impérialisme, et du fait qu'il représente des classes sociales diverses. Étudier et comprendre l'islamisme et le radicalisme islamique s'avère une nécessité pour celui qui veut affronter efficacement non seulement les problèmes internationaux, mais aussi les problèmes européens internes.

Le véritable problème, c'est le rôle de l'impérialisme et sa tendance à la guerre

La phase dans laquelle nous nous trouvons est une phase historique nouvelle, caractérisée par deux phénomènes principaux, à savoir la crise structurelle du mode de production capitaliste et la mondialisation de l'économie. La crise frappe surtout les pays dont le développement capitaliste est plus ancien, autrement dit l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon. Parallèlement au déclin des zones centrales du système économique mondial, on observe une croissance rapide des pays dits émergents, dont le Brésil, la Russie, l'Inde et surtout la Chine. La part des pays émergents dans le PIB mondial a grimpé de 16,8 % en 1970 à 36,9 % en 2011 (la Chine est passée de 2,7 à 12,5 %) ; à l'inverse, la part des États-Unis pour la même période chute de 32,2 % à 22,7 % et celle de l'Union européenne passe de 25,9 % à 23,3 %¹⁵⁹ (#sdfnote159sym). Comme toujours dans le cas d'une croissance inégale, on observe une tendance à la modification des rapports de force économiques et avec eux des rapports de force politiques et militaires, étant donné le lien étroit existant entre économie et pouvoir territorial des États. C'est à cette redéfinition des rapports de force que s'oppose l'Occident, autrement dit l'axe atlantique États-Unis-Europe occidentale¹⁶⁰ (#sdfnote160sym), en se servant de tous les leviers sur lesquels il a conservé une certaine suprématie, à savoir les finances, la technologie, l'information et surtout la puissance militaire.

La lutte contre les pays émergents, et en particulier contre la Chine et la Russie, est menée de façon indirecte, notamment dans les zones stratégiques, comme le bassin méditerranéen et la région du golfe Persique. Le contrôle de ces deux régions, où sont situées les réserves de pétrole et de gaz les plus vastes et les plus aisément extractibles du monde, est fondamental à de multiples points de vue. Le pétrole du Moyen-Orient joue un rôle majeur dans l'approvisionnement des pays européens et de ceux de l'Extrême-Orient, Chine et Japon compris. Pour les États-Unis, qui ne s'approvisionnent pas en pétrole dans cette région, le contrôle du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen est un instrument capital pour asseoir son hégémonie mondiale, voire pour garantir sa survie en tant que puissance économique. Le contrôle des ressources énergétiques leur permet non seulement d'exercer une influence indirecte sur les autres économies industrialisées, mais aussi d'opérer un contrôle sur le marché financier mondial. En effet, si les États-Unis réussissent à financer leurs deux énormes dettes, à savoir la dette du commerce extérieur et la dette publique, c'est parce que le dollar est la monnaie internationale d'échange et de réserve. Les banques centrales du monde entier achètent d'immenses quantités de titres du Trésor américain, finançant de cette manière la dette publique et l'économie américaine.

Le problème c'est que le déclin économique relatif des États-Unis met en péril l'hégémonie du dollar, qui ne reste une monnaie internationale qu'en tant qu'elle est utilisée pour commercialiser les marchandises les plus importantes, étant entendu que la marchandise la plus importante est sans conteste le pétrole. C'est pour cette raison que les États-Unis doivent contrôler le marché mondial du pétrole, chose qui s'avère impossible si on ne contrôle pas le pétrole du Moyen-Orient. Ce n'est donc pas un hasard si Saddam Hussein a signé son arrêt de mort en octobre 2000, lorsqu'il a converti en euros le compte qu'il détenait auprès des Nations Unies dans le cadre du programme pétrole contre nourriture. Ce n'est pas un hasard si les Iraniens ont à plusieurs reprises menacé d'instaurer dans les îles du golfe Persique une Bourse indépendante traitant le pétrole dans une autre devise que le dollar¹⁶¹ (#sdfnote161sym).

Ainsi, pour les États-Unis, et pour l'impérialisme en général, l'objectif n'est pas nécessairement d'exercer un contrôle sur une région donnée ou d'exercer ce contrôle dans le seul but d'exploiter à son profit les ressources minières de la région, mais l'objectif visé peut être de soustraire une région au contrôle de ses concurrents ou de les empêcher d'en utiliser librement les ressources. Les choses étant vues sous cet angle, la désagrégation des structures étatiques de la région acquiert tout son sens, bien plus que l'établissement d'un nouvel ordre mondial « néocolonial ». Le morcellement des États nationaux préexistants en mini-entités paratétatiques de nature confessionnelle perpétuellement en conflit est donc cohérent par rapport aux objectifs de fond de l'impérialisme occidental. Cela se fait, du moins jusqu'à présent, non pas par le biais d'un recours direct à la force, mais au travers de guerres économiques et de *proxy wars*, autrement dit de « guerres par procuration », livrées par d'autres.

Ces autres, ce sont aussi bien les troupes régulières des États clients (Arabie saoudite, etc.) que les milices de minorités ethniques rebelles, ou des groupes sectaires islamiques, voire des groupes djihadistes. Les États en faillite, pour reprendre une expression actuellement très en vogue, bien sûr ne font pas faillite d'eux-mêmes, mais sont poussés à la faillite par le biais de l'ingérence occidentale. Comme on l'a vu plus haut, certaines des spécificités religieuses, ethniques et socio-économiques de ces pays constituent un terrain fertile pour les contradictions et les conflits. On ne peut affirmer que les mouvements de contestation et les révoltes naissent par simple décision des services secrets occidentaux. Cependant, il est un fait que sans l'intervention de l'impérialisme, dans les circonstances décrites plus haut, ces contradictions auraient assez difficilement pu entraîner à elles seules l'éclatement de nombreux États. De plus, dans certains pays le contrôle des révoltes est rapidement passé des mains des forces « démocratiques » — souvent uniquement présumées telles — aux mains des milices islamiques et djihadistes, soutenues et encouragées par les pétromonarchies et les puissances occidentales. Le Liban, un pays qui trente ans plus tôt, avec le terme « libanisation », était devenu synonyme de guerre civile de tous contre tous, est une parfaite démonstration contrefactuelle de ce qui vient d'être dit. Aujourd'hui, grâce à la présence de forces islamiques qui ont évolué différemment par rapport aux autres pays, plaçant au premier plan la lutte unitaire nationale contre l'impérialisme, le Liban ne représente plus un ensemble chaotique de sectarismes opposés.

Le dernier facteur entrant en ligne de compte est la crise structurelle du mode de production capitaliste, qui, au plus haut point de son développement, connaît une constante tendance à la baisse du taux de profit. On observe dans les pays centraux une certaine stagnation des activités de production et une attitude toujours plus parasitaire, qui, en recourant en permanence à la spéculation et en produisant continuellement des bulles financières, provoquent la putréfaction du système économique. Au même moment, on assiste dans ces pays à la concentration du pouvoir économique dans les mains d'élites très internationalisées au niveau de leurs liens et rapports économiques, s'accompagnant d'une concentration du pouvoir politique par le biais d'une transformation oligarchique des institutions étatiques.

Simultanément, on observe à l'extérieur un renforcement de la tendance à l'expansion, tant au travers du

volume des exportations et des investissements de capitaux à l'étranger, qu'au travers de la lutte pour la conquête et le contrôle des matières premières et des marchés. Le contrôle des flux financiers qui, comme on l'a vu plus haut à propos des rapports entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, permet aux pays hégémoniques d'attirer sur leurs propres places financières le surplus commercial mondial, notamment à Londres et New York, est également très important. Dans ce contexte, on assiste à une intensification de la concurrence entre entreprises et entre zones économiques supranationales, correspondant à des fractions spécifiques du capital international. Cette concurrence ne se livre pas seulement au travers des mécanismes impersonnels du marché mondial autorégulé, mais utilise également la force des États, en particulier les plus grands et les plus puissants, qui augmentent leur capacité d'intervention, militaire y compris, à l'étranger. De plus, la doctrine militaire occidentale définit l'époque actuelle d'*expeditionary era*, autrement dit époque d'expéditions militaires.

Ce sont là les racines économiques et sociales de l'impérialisme, à savoir la tendance à l'expansion, typique du stade de développement le plus avancé du capitalisme. Aujourd'hui, du point de vue du rapport entre centre dominant et périphérie dominée, nous nous trouvons dans une nouvelle phase de l'impérialisme. La première phase, entre la moitié du 19^e siècle et la Seconde Guerre mondiale, est caractérisée par la domination directe et territoriale des États européens sur la périphérie au moyen du colonialisme. La seconde phase est quant à elle caractérisée par la décolonisation et a été influencée par la révolution d'Octobre et l'élan qu'elle a suscité dans les périphéries mondiales dans le cadre des luttes de libération nationale contre l'impérialisme. La troisième phase, celle dans laquelle nous nous trouvons et qui a débuté avec l'effondrement de l'URSS et la création d'un marché mondial, se caractérise par la tentative des pays impérialistes d'annuler les conséquences de la décolonisation.

Parallèlement, la mondialisation a également donné lieu à un remaniement des rapports de force ainsi qu'à une intensification de la concurrence au niveau mondial. Tous ces facteurs, à commencer par l'affaiblissement relatif des centres de pouvoir traditionnels et l'émergence de nouveaux pouvoirs régionaux, ont généré une tendance à la guerre, laquelle revêt un caractère permanent. En effet, cette tendance n'est pas un facteur conjoncturel, mais une caractéristique structurelle de l'Occident, désormais inhérente à ses mécanismes de production économique. Les résultats sautent aux yeux : une situation chaotique qui a dégénéré et qui, en cette ère de mondialisation, se répercute inévitablement depuis les périphéries dévastées les plus proches, à savoir l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (mais aussi l'Ukraine), jusqu'à l'intérieur même des citadelles du capitalisme européen.

Les tragiques événements de Paris ont abouti à un appel aux armes, à la préparation d'un terrain idéologique et émotif pour le passage à des stades ultérieurs dans cette guerre permanente dans laquelle l'Occident s'est déjà embarqué depuis quelque temps, et dont la cause ne vient pas de l'extérieur, mais de ses propres problèmes et contradictions. Probablement la préparation du terrain en vue d'éventuelles interventions sur place de troupes au sol européennes et occidentales, comme Renzi l'a explicitement envisagé à propos de la Libye, et comme l'a fait la France en intervenant seule au Mali. L'identification de l'ennemi islamique prend deux aspects : un aspect grossier, comme le font les partis xénophobes et d'extrême droite, et un aspect plus raffiné et élaboré de la part des cercles dominants du capital transnational. C'est la pensée purement hégémonique de ces derniers qui, alors qu'ils prêchent hypocritement la tolérance vis-à-vis des immigrés non européens et de l'islam, mystifient l'opinion en présentant un conflit entre une Europe rationnelle et tolérante et un Islam intégriste, obscurantiste et barbare. Un récit qui se greffe à la tradition culturelle européenne et qui, depuis la guerre entre la Grèce et l'Empire perse, oppose un Occident défenseur de la liberté et de la démocratie à un Orient du despotisme. L'impérialisme de l'Occident, pourtant, tend bien plus à la domination qu'à la liberté et à l'affirmation de l'irrationalité que de la rationalité.

Il n'y a donc rien de paradoxal dans le fait que l'impérialisme occidental trouve une entente avec les régimes absolutistes comme l'Arabie saoudite et alimente les tendances du radicalisme islamique les plus réactionnaires et aveuglement violentes. C'est pour cette raison qu'il importe de faire la distinction entre l'islam, en tant que religion, et le radicalisme islamique, en tant que phénomène politique et social multiforme et différencié. Il importe également, en particulier face aux projets fantaisistes de l'État islamique d'envahir l'Europe, d'évaluer correctement la force et l'influence de l'impérialisme occidental sur la réalité mondiale qui sont, à tous niveaux, infiniment plus importantes que celles du radicalisme islamique. La principale contradiction est donc celle qui oppose l'impérialisme aux masses de salariés et de pauvres qui vivent dans ses périphéries, tant internes qu'externes. Et c'est toujours l'impérialisme, qui s'exprime au travers de la crise et de la tendance agressive des rapports de production capitalistes désormais dominants au niveau mondial, qui constitue l'obstacle principal à la résolution des conflits et au maintien de la paix.

Alors qu'à l'époque de la décolonisation et jusqu'à la fin des années 70 il existait un lien politique, et même des formes de coordination, entre les luttes du centre et de la périphérie, ce lien est aujourd'hui brisé. Le radicalisme islamique est à la fois un effet et une cause de cette interruption et de la disparition d'un mouvement international critique face à l'impérialisme et d'orientation socialiste. Le problème majeur du radicalisme islamique réside dans la substitution de la contradiction économique-sociale entre oppresseurs et opprimés et entre exploités et exploités par la contradiction entre croyants et infidèles/apostats, qui débouche sur une confrontation entre orientations religieuses au sein même du camp islamique. Les conséquences sont désastreuses non seulement pour la gauche et les peuples arabes, plongés dans un tourbillon de conflits entre sectarismes religieux et entre puissances candidates à l'hégémonie régionale, mais aussi pour les peuples européens, pris dans un conflit de civilisations, et pour la gauche européenne qui se retrouve privée d'orientation politique et idéologique valide. Même si elle est formulée de bonne foi et avec les meilleures intentions, la critique « éclairée » et « libertaire » de l'islam en tant que religion et en tant que système de croyances risque d'être, dans le meilleur des cas, une critique qui oriente le conflit dans la mauvaise voie.

Le chemin vers l'émancipation ne passe pas par un conflit entre cultures et civilisations, une vase où pataugent avec la même désinvolture l'impérialisme et le sectarisme djihadiste rétrograde. Au contraire, le problème majeur de l'époque actuelle est la capacité à retrouver une théorie et une pratique politique capables de proposer à nouveau une perspective d'émancipation sociale et politique à la fois au centre et à la périphérie du système capitaliste, et, dans notre cas précis, sur la rive nord et sur la rive sud de la Méditerranée. Toutefois, on devra d'abord prendre la mesure de cette force chez nous, en Europe, à travers la réparation des fractures économiques, politiques, ethniques et culturelles à l'intérieur du travail salarié. Ce qui signifie se donner les moyens adéquats pour agir dans nos périphéries en vue d'une implication dans la lutte politique des travailleurs étrangers et des nouvelles générations, qui représentent une part de moins en moins négligeable des classes subalternes, dans notre pays en particulier.

Domenico Moro (domenico.moro@alice.it ([mail@domenico.moro@alice.it](mailto:domenico.moro@alice.it))), né à Rome en 1964, est diplômé en sociologie et chercheur à l'Institut national de statistique italien (Istat). Il collabore à de nombreuses revues d'économie et de politique et a publié aux éditions Delga *La crise du capitalisme et Marx. Le*

Groupe Bilderberg, l'élite du pouvoir mondial doit encore paraître en français. Il est membre du Comité politique national du parti Rifondazione Comunista.

10 février 2015

Notes bibliographiques

Aa. Vv., *The Prophet Muhammad and Human Dignity*, Publication of Religious Affairs Directorate — 940, public books : 229, Ankara, 2013.

Antonino Arconte, « Il nostro golpe contro Bourghiba », *Limes*, n° 4, juillet 2007.

Giovanni Arrighi, *Adam Smith a Pechino : Genealogie del ventesimo secolo*, Feltrinelli, Milano, 2007.

Kayhan Barzegar, « Il fattore sciita », *Quaderni speciali di Limes*, supplément au n° 6, 2007.

Abtellaïf e Yacine Benachenhou, *Ambiente e sviluppo. Strategie per il futuro*, Jaka book, Milano, 2000.

Paolo G. Conti, Elido Fazi, *Euroil : La borsa iraniana del petrolio e il declino dell'impero americano*, Fazi editore, Roma, 2007.

F. Engels, *Le origini del cristianesimo*, Editori Riuniti, Roma, 1975.

Henrik Grossmann, *Il crollo del capitalismo*, Mimesis, Milano-Udine, 2010.

Lenin, *L'imperialismo*, Editori Riuniti, Roma, 1974.

Stefano Mauro, *Il radicalismo islamico*, Edizioni clandestine, Marina di Massa, 2007.

Karl Marx, *Scritti filosofici giovanili*, Fabbri editori, Milano, 1998.

Piero Messina, « La Tunisia in Bilico », *Limes* n° 3, 2007.

Nicolao Merker, *Karl Marx*, Editori Laterza, Roma-Bari, 2010.

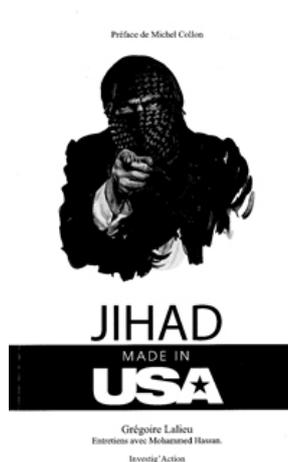
Domenico Moro, « La crisi e le rivolte in Nord Africa », *Economia e politica*, 1^{er} mars 2011.

Frédéric Pichon, « Laïcité catholique e jihadisti secolari : la maionese francese è impazzita », *Limes*, n° 1, 2015.

Nicola Pedde, « Chi comanda in Iran ? », *Quaderni speciali di Limes*, supplément au n° 6, 2007.

Giuseppe Sacco, « La Francia e i suoi figliastri », *Limes*, n° 1, 2015.

Steven Simon, « Che cos'è il terrorismo georeligioso », *Quaderni speciali di Limes*, supplément au n° 4, 2001.



Mohamed Hassan, ancien diplomate éthiopien, est une encyclopédie ambulante, en particulier sur tout ce qui concerne le monde arabe et l'Afrique. En plus, son regard sur la géopolitique est tourné vers les peuples et les intérêts de l'homme (et la femme) de la rue. Il nous avait déjà donné *La stratégie du chaos*, une série d'entretiens avec Michel Collon, où il présentait treize pays du Grand Moyen Orient et décortiquait la politique étasunienne dans la région (voir *Études marxistes* n° 97). Dans une nouvelle série d'interviews, cette fois-ci avec Grégoire Laliou¹⁶² ([#sdfnote162sym](#)), il se concentre (actualité oblige) sur la Syrie et l'Égypte et termine par une analyse en profondeur des différents courants de l'islamisme radical. Une vision toute en nuances, mais résolument anti-impérialiste. À mettre entre toutes les mains.

¹⁴² ([#sdfnote142anc](#)) Cet article est paru sous le titre « La tendenza alla guerra dell'occidente e il radicalismo islamico », *Resistenti*, n° 530, 10-2-2015, Centro di cultura e documentazione popolare, www.resistenze.org/sito/te/pe/im/peimfb10-015778.htm (<http://www.resistenze.org/sito/te/pe/im/peimfb10-015778.htm>).

¹⁴³ ([#sdfnote143anc](#)) Marco Platero, « Il rischio della provocazione. Attacco a Parigi apre nuova fase terrorismo : concorrenza ISIL Al Qaeda, truppe USA in campo ? » *Il Sole24ore*, 10 janvier 2015.

¹⁴⁴ ([#sdfnote144anc](#)) Antonino Arconte, « Il nostro golpe contro Bourghiba », *Limes*, no 4, juillet 2007.

¹⁴⁵ ([#sdfnote145anc](#)) Marco Platero, « Duello al Qaeda-Isis, nuova sfida per gli Usa », *Il Sole24ore*, 11 janvier 2014.

¹⁴⁶ ([#sdfnote146anc](#)) Alberto Negri, « Decisivo il ruolo della Turchia », *Il Sole24ore*, 16 janvier 2015.

¹⁴⁷ ([#sdfnote147anc](#)) Le mot *dubat* désignait des soldats locaux utilisés par l'Italie en Somalie italienne. De même, *askari* (de l'arabe, pour soldat) a été utilisé pour désigner un policier ou soldat indigène des empires coloniaux italien, allemand ou britannique en Afrique de l'Est (ndlr).

¹⁴⁸ ([#sdfnote148anc](#)) Le terme idéologie est ici dénué de toute connotation négative, et ne s'entend pas au sens de mascarade doctrinaire ou fausse conscience. Au contraire, j'entends par ce terme faire référence à des systèmes d'idées cohérents qui expriment une certaine vision du monde. Ces visions du monde expriment à leur tour les aspirations, les intérêts et la culture de groupes et classes sociales

déterminés à un moment donné, mais ne sont pas le pur reflet de ces groupes et classes, puisqu'elles jouissent d'une certaine autonomie.

[149 \(#sdfnote149anc\)](#) En 2012 (dernière année prise en considération par Eurostat), le taux de fécondité en France était de 2,01 enfants par femme, par rapport à une moyenne de 1,55 dans la zone euro, et de seulement 1,43 en Italie.

[150 \(#sdfnote150anc\)](#) Ces concepts et les suivants sont repris de K. Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Introduction.

[151 \(#sdfnote151anc\)](#) Nicolao Merker a récemment mis en évidence cet aspect de la conception marxienne de la religion, dans *Karl Marx : Vita e opere*, Laterza, 2010, p. 47.

[152 \(#sdfnote152anc\)](#) L'exemple le plus flagrant fut le Black Panther Party.

[153 \(#sdfnote153anc\)](#) Domenico Moro, « La crisi e le rivolte in Nord Africa », *Economia e politica*, 1^{er} mars 2011, www.economiaepolitica.it/primo-piano/la-crisi-e-le-rivolte-in-nord-africa/ (<http://www.economiaepolitica.it/primo-piano/la-crisi-e-le-rivolte-in-nord-africa/>).

[154 \(#sdfnote154anc\)](#) Données des Nations Unies.

[155 \(#sdfnote155anc\)](#) A. et Y. Benachenhou, *Ambiente e sviluppo*, Jaca Book, 2000.

[156 \(#sdfnote156anc\)](#) Le djihad — littéralement, lutte pour la foi — incarne pour les djihadistes une valeur bien plus vaste que celle qu'il incarne généralement dans l'islam, où il est interprété comme le devoir social de défendre contre les menaces extérieures les lieux saints et le territoire habité par les peuples musulmans. Le djihadisme moderne se base sur la définition de Qutb, qui, selon certains, reprendrait le théologien médiéval Ibn Taymiyya. Selon l'interprétation djihadiste, le djihad est pris au sens de guerre pour libérer le monde du mal, qui se traduit par un conflit armé permanent contre les « États mécréants », qui ne sont pas uniquement les États occidentaux, mais aussi les États arabes sécularisés et qui ne sont plus authentiquement islamiques. Selon la composante égyptienne du djihadisme, l'ennemi « proche », autrement dit les gouvernements arabes laïques ou musulmans modérés, est plus important, tandis que l'ennemi « lointain », à savoir Israël, est un ennemi secondaire. Il en résulte qu'il faut d'abord anéantir l'ennemi « proche ». La composante saoudite, celle de Ben Laden, au contraire, met sur pied d'égalité ennemis proches et ennemis lointains, et place le djihad à un niveau universel. Voir Steven Simon, « Cos'è il terrorismo georeligioso », *Quaderni speciali di Limes*, supplément au n° 4, 2001.

[157 \(#sdfnote157anc\)](#) Sur le Hezbollah, voir Stefano Mauro, *Il radicalismo islamico : Hizbollah da movimento rivoluzionario a partito politico*, Edizioni Clandestine, Marina di Massa, 2007.

[158 \(#sdfnote158anc\)](#) Cité par Mauro dans *Il radicalismo islamico*, p. 107.

[159 \(#sdfnote159anc\)](#) Statistiques de la CnuCED.

[160 \(#sdfnote160anc\)](#) Pour des raisons de simplicité et pour faire court, nous ne nous attarderons pas ici sur les clivages, les contrastes et la hiérarchie au sein de l'axe atlantique Europe occidentale-États-Unis. Nous nous limiterons ici à considérer cet axe comme un impérialisme occidental unique, même si dans certains passages nous avons cherché à faire ressortir les différences entre, par exemple, la France et les États-Unis. La question de savoir s'il existe ou non un impérialisme européen, distinct de l'impérialisme américain, nécessite, étant donné sa complexité et son importance, d'être traitée séparément.

[161 \(#sdfnote161anc\)](#) Sur ces aspects, voir Paolo C. Conti et E. Fazi, *Euroil : La borsa iraniana del petrolio e il declino dell'impero americano*, Fazi editore, Roma, 2007.

[162 \(#sdfnote162anc\)](#) Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA. Entretiens avec Mohamed Hassan*, Investig'Action, 2014

[162 \(#sdfnote162anc\)](#) Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA. Entretiens avec Mohamed Hassan*, Investig'Action, 2014